



Lomé, le 27 février 2024

**Les travailleurs africains saluent la levée des sanctions prises par la CEDEAO contre le Burkina Faso, le Niger, le Mali et la Guinée et appellent à redoubler d'efforts pour favoriser un dialogue constructif et une véritable diplomatie.**

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique, [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)) salue avec enthousiasme la récente décision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de lever, avec effet immédiat, la majeure partie des sanctions prises contre le Burkina Faso, le Niger, le Mali et la Guinée en raison de la prise de pouvoir par les militaires. Toutefois, notre organisation reste profondément préoccupée par la possibilité du désengagement du Mali, du Niger et du Burkina Faso, et reconnaît les effets négatifs potentiels sur l'unité, le développement socio-économique et le bien-être général des populations de la région.

Etant donné l'importance de l'unité de la CEDEAO, et par extension de l'Afrique, non seulement pour l'intégration et le développement du continent, mais aussi pour sa prospérité et sa pertinence au niveau mondial, la CSI-Afrique veut souligner qu'il est urgent que les États membres concernés reconsidèrent leur décision de se désengager de la CEDEAO. Nous plaçons pour un dialogue constructif dans la période de 12 mois prévue par le Traité de la CEDEAO en vue de sortir de cette impasse.

Nous demandons surtout à la CEDEAO de réévaluer d'urgence son efficacité, de se libérer des influences extérieures et de donner la priorité au bien-être des populations de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique en général. Il est crucial que l'organisation adopte fondamentalement la logique de sa vision 2020, qui consiste à passer d'une CEDEAO d'États à une CEDEAO de peuples.

En tant que travailleurs africains, nous réitérons notre conviction et notre préférence pour une démocratie par les peuples, pour les peuples et déterminée par les besoins des peuples, comme " seul système viable". La démocratie doit être au service des peuples pour assurer leur bien-être. De plus, nous réaffirmons qu'une démocratie réelle et habilitante ne peut être instaurée et prospérer que si des institutions fortes sont mises en place et si le caractère sacré de l'État de droit est respecté constamment et pour toujours. En tant que travailleurs organisés, nous réitérons notre engagement à apporter notre contribution à la réalisation de ces idéaux. Pour cela, les travailleurs africains s'engageront activement dans la Campagne mondiale pour la démocratie que la Confédération syndicale internationale (CSI) va lancer le 4 mars 2024. Nous croyons en

la démocratie pluraliste et participative et nous continuerons à nous y engager pour faire en sorte qu'elle nous serve mieux.

Par conséquent, avec la levée des sanctions prises contre ces pays, la CSI-Afrique appelle au redoublement des efforts diplomatiques et des négociations en vue de trouver une solution aux problèmes de gouvernance sous-jacents, qui poussent les militaires à prendre le pouvoir dans la région. La CEDEAO devrait s'employer à faciliter, par des moyens diplomatiques, le rétablissement des principes démocratiques et de l'État de droit dans les pays concernés. Cela devrait passer par des procédures et des consultations légitimes et inclusives avec toutes les acteurs clés, y compris les travailleurs et leurs organisations syndicales, dans le respect des normes qui régissent les organismes sous-régionaux.

En ce qui concerne les travailleurs, les entreprises, les secteurs économiques et les personnes qui ont souffert des effets des sanctions, nous demandons instamment à la CEDEAO de rechercher et de déployer des mécanismes de coopération et d'assistance bilatéraux et multilatéraux pour faciliter et accélérer la relance.

De même, nous voulons exhorter la CEDEAO à faire preuve de courage et de volonté politique pour décourager, surtout les acteurs civils, à se livrer à des manœuvres de manipulation des constitutions, qui font partie des agissements qui compromettent la confiance dans les projets et les processus démocratiques des États membres.

En conclusion, la CSI-Afrique appelle toutes les parties prenantes à privilégier le dialogue, la diplomatie, l'unité, la coopération, la collaboration et la solidarité en vue de sortir de l'impasse actuelle, tout en défendant fermement la démocratie, les droits de l'homme et l'intégration de l'espace CEDEAO.

**Le Secrétaire Général**



**Akhator Joel Odigie**